

PREFECTURE DU TARN

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LE PUBLIC
4ème BUREAU

Bureau de l'environnement
et du cadre de vie

Affaire suivie par M. Escobessa
Tél. : 63 45 61 92
Référence : 9100048

Arrêté portant mise en demeure de respecter les prescriptions annexées à un arrêté d'autorisation

Le préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU l'article 2 de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;

VU le décret du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 et du titre Ier de la loi du 16 décembre 1964 susvisées ;

VU le décret du 16 avril 1987 relatif aux conditions d'application de la loi du 16 décembre 1964 aux installations classées ;

VU l'arrêté du 11 octobre 1991 autorisant la S.A.R.L. GIMENEZ à exploiter un dépôt de ferraille, de métaux ferreux et non ferreux et de carcasses de véhicules hors d'usage avec un atelier de récupération de pièces et de triage de métaux situé au lieu-dit "Maravieille" à Blaye les Mines ;

VU le rapport du 29 septembre 1995 de l'inspecteur des installations classées ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu pour préserver la qualité des eaux, la salubrité et la tranquillité du voisinage de mettre en demeure la S.A.R.L. GIMENEZ de respecter les prescriptions annexées à l'arrêté du 11 octobre 1991 susvisé ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

A r r ê t e :

Article 1er - La S.A.R.L. GIMENEZ est mise en demeure de se conformer aux prescriptions annexées à l'arrêté du 11 octobre 1991 relatif à l'exploitation d'un dépôt de ferraille, de métaux ferreux et non ferreux et de carcasses de véhicules hors d'usage avec un atelier de récupération de pièces et de triage de métaux situé au lieu-dit "Maravieille" à Blaye les Mines.

A cet effet, elle devra avant le 5 novembre 1995 :

- équiper l'aire de lavage d'un dispositif séparateur à boues et hydrocarbures suffisamment dimensionné.

- passer un contrat d'entretien avec une entreprise spécialisée pour la vidange régulière des appareils et bassins de rétention.

- tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées tout document justificatif concernant cet entretien et ces enlèvements.

- ne plus réceptionner des cuves ou autres récipients ayant contenu des produits ou des déchets générateurs de nuisances et provenant d'installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2 - Faute pour la S.A.R.L. GIMENEZ de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 susvisée qui stipule :

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé.

Si à l'expiration du délai fixé pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :

- soit faire procéder d'office aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites,

- soit obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des travaux, il est le cas échéant procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances étrangères à l'impôt et aux domaines,

- soit suspendre par arrêté, après avis du conseil départemental d'hygiène, le fonctionnement de l'installation jusqu'à exécution des conditions imposées.

Article 3 - Conformément à l'article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (tribunal administratif) par la S.A.R.L. GIMENEZ dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le maire de Blaye les Mines, le directeur départemental des services d'incendie et de secours et l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera déposée à la mairie de Blaye les Mines pour être communiquée sur place, à toute personne qui en fera la demande.

Fait à Albi, le 05 OCT. 1995



Pour ampliation,
Le chef de bureau délégué,

Gérard BILLEREAU

Alain BONDEPIERRE